

Pensée décentralisatrice et projet de territoire, au XX^e siècle

Colloque international

école nationale supérieure d'architecture de Grenoble (ENSAG), 9-10 novembre 2017

Appel à communications

De l'URSS aux Etats-Unis, de l'Allemagne à l'Italie, jusqu'au Japon, l'idée de décentralisation n'a cessé d'être revisitée au cours du XX^e siècle par les architectes, urbanistes, économistes, politiques, plus particulièrement dans les moments de crises – politique, économique, environnementale, sociale, culturelle,... Au début du XX^e siècle, la décentralisation s'entend, pour certains de ses partisans (Lewis Mumford, Benton MacKaye et les membres de la RPAA, pour ne citer qu'eux), comme le moyen de s'opposer aux effets dévastateurs de la *métropolisation* qui, depuis le dernier quart du XIX^e siècle, ruine les ressources naturelles, les cultures et économies locales, uniformisant les modes de vie. Nombre des défenseurs de la décentralisation (Frank Lloyd Wright, Bruno Taut, Ernst May, Hannes Meyer, Nikolai Milioutine, Okhitovich, Giorgio Rigotti, Gaston Bardet, etc.) sont alors mobilisés par la volonté de lutter contre l'ordre établi et la conviction qu'une autre organisation spatiale, en phase avec la nouvelle société plus équitable à laquelle devait donner jour le monde « moderne » du XX^e siècle, serait à même de modifier cet ordre des choses. Décentraliser signifiait aussi, pour certains, adopter un mode de développement plus respectueux de l'environnement – de la Terre – et de l'Homme.

Pour cette raison, la pensée décentralisatrice ne peut être considérée uniquement sous l'angle d'une nouvelle réorganisation des diverses activités sur le sol ; elle constitue également un nouvel ordre économique et social se voulant plus égalitaire, celui-ci étant désormais envisageable grâce au déploiement des techniques modernes (l'électricité, le téléphone, la motorisation, la radio, etc.). Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les nouveaux équilibres à trouver, ou à reconstruire, dans plusieurs pays et régions du globe, incitèrent à reprendre la réflexion dans l'objectif de mettre en œuvre des plans régionaux s'adressant tant à des zones rurales à développer, qu'à des aires métropolitaines dont il s'agissait de gérer l'expansion à venir (cf. Konstantinos A. Doxiadis, Clarence Stein, Jaqueline Tyrwhitt, Albert Mayer, Tracy B. Augur, E. A. Gutkind, Buckminster Fuller, Nishiyama Uzo, or Ishikawa Hideaki, etc.). Certaines avancées technologiques furent également à l'origine de nouveaux projets et théories. Ainsi, le risque que la puissance nucléaire représentait désormais pour les populations incita les responsables politiques à décentraliser les lieux de pouvoir, de recherche et de production stratégiques, et à envisager une concentration moindre des lieux de vie. Par ailleurs, le nouvel outil que l'informatique représentait fut mobilisé à son tour pour imaginer une autre répartition des hommes sur le sol, la puissance de calcul qu'il offrait, associée aux études statistiques, permettant – par le modèle tout au moins – d'imaginer un mode d'établissement plus respectueux des équilibres de la Terre.

Une des questions récurrentes, et qui constitue toujours un enjeu majeur en ce début de XXI^e siècle, est celle de la terre, ou du sol – entendu comme réservoir de ressources naturelles et lieu de production, agricole notamment –, de sa qualité, qui ne cesse d'être dégradée, et de son mode de gestion, ou régime foncier.

La pensée décentralisatrice trouve ses fondements dans les études des géographes (Walter Christaller par exemple), mais aussi dans les théories développées par des économistes (Thorstein Veblen, Sabsovich, Albion W. Small, Gottfried Feder, August Lösch, Walter Isard, Barbara Ward, parmi tant d'autres). Elle se nourrit des recherches et découvertes dans de nombreux champs scientifiques et mise sur les progrès techniques en termes de mobilité, de communication, de production d'énergie.

Il s'agira de revisiter ces pensées et projets élaborés au cours du XX^e siècle (jusqu'aux années 1970 principalement, le dernier quart du XX^e siècle étant marqué par un retour à la ville, une économie qui se « globalise », et une considération davantage centralisée des enjeux environnementaux). L'objectif, avec les différentes contributions, visera à mieux comprendre les idéaux qui les ont animés, les références qu'ils ont mobilisées, les outils – conceptuels notamment – qu'ils proposaient d'expérimenter, les influences qu'ils ont exercées – ou non – sur la fabrication des territoires habités et la production d'une nouvelle image de ceux-ci ; nous explorerons également les transferts qui se sont opérés d'un champ disciplinaire à l'autre, d'un espace culturel à l'autre.

Nous nous intéresserons plus particulièrement :

- aux penseurs ou théoriciens de la décentralisation (qu'ils soient géographes, économistes, architectes, urbanistes, paysagistes), aux idéaux qui les animent, aux réseaux (nationaux, internationaux) dans lesquels les échanges d'idées s'inscrivent, et aux contextes dans lesquels ces pensées sont formulées ;
- aux projets élaborés et aux enjeux qui les caractérisent : économiques, sociétaux, politiques, environnementaux, etc. ;
- aux outils conceptuels mobilisés en vue de définir de nouvelles formes et modes d'habiter, ainsi que de nouveaux modèles économiques ;
- aux avancées technologiques auxquelles ces projets sont liés : nouveaux moyens de mobilité, de communication, énergies nouvelles, mais aussi nouveaux outils de représentations, de modélisation, etc., de même qu'aux nouvelles collaborations dont ils témoignent entre différents champs scientifiques.

Le colloque organisé à l'école nationale supérieure d'architecture de Grenoble sera le premier d'une série de trois ; les deux autres rencontres se dérouleront, en 2018, à TU Delft (juin) et au Politecnico di Milano (automne).

Des orientations spécifiques sont imaginées pour chacun des trois colloques :

- celui organisé à l'ENSA de Grenoble questionnera plus particulièrement les idéaux portés par la décentralisation, leur diffusion, et les enjeux économiques et environnementaux caractérisant les projets et théories ;
- le rendez-vous à TU Delft s'intéressera davantage aux problématiques en lien avec les questions énergétiques et de mobilité ;
- la rencontre au Politecnico di Milano, interrogeant les différentes échelles du projet territorial, cherchera à identifier les impacts de la décentralisation dans la définition des outils et méthodes propres aux cultures architecturales et urbanistiques.

Les résumés (de 300 mots au maximum), complétés de 5 mots clefs, écrits en français ou en anglais, sont à envoyer **avant le 17 juillet 2017**, accompagnés d'un CV d'une page, à l'adresse suivante : decentralisation2017.18@gmail.com

Organisation

Catherine Maumi

Professeur HDR en histoire et cultures architecturales

Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble

Directrice scientifique du laboratoire *Métiers de l'Histoire de l'Architecture, édifices-villes-territoires*, Univ. Grenoble Alpes

Comité scientifique

Patrizia Bonifazio, Politecnico di Milano

Gaïa Caramellino, Politecnico di Milano

Alessandro De Magistris, Politecnico di Milano

Nicole de Togni, Politecnico di Milano

Carola Hein, TU Delft

Corine Jaquand, ENSA Paris Belleville

Olivier Labussière, PACTE, Université Grenoble Alpes

Catherine Maumi, ENSA de Grenoble, Univ. Grenoble Alpes

Rosemary Wakeman, Fordham University, New York

